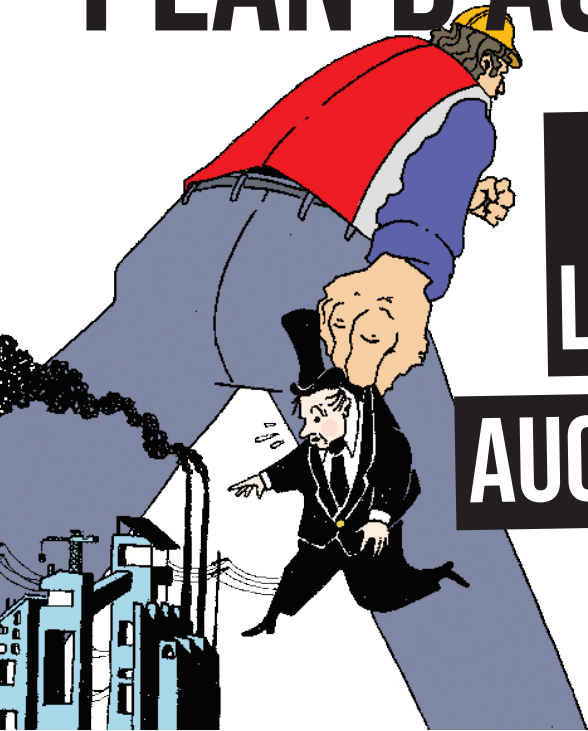


# INTENSIFIER LA LUTTE AVEC UN PLAN D'ACTION CRESCENDO



**NATIONALISONS TOUT  
LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE !**

**AUGMENTONS LES SALAIRES !**

**\* 2 €/H DE PLUS POUR TOUT LE MONDE**

**\* UN SALAIRE MINIMUM DE 15 €/H**

**Q**uand ça va mal, pendant la pandémie par exemple, c'est aux travailleuses et travailleurs de tout supporter sur leurs épaules. Quand ça s'améliore un peu, comme fin de l'an dernier, ce sont les poches des patrons qui se remplissent en priorité. Quand ça devrait être à notre tour, il y a l'inflation et l'explosion des prix de l'énergie. Et on devrait se contenter d'une aumône ?!

Une mère et sa fille sont mortes ce 11 octobre à Wilrijk (Anvers) par empoisonnement au monoxyde de carbone : elles essayaient de se chauffer avec un barbecue. Les pompiers redoutent les conséquences du désespoir cet hiver. On ne peut laisser pourrir la situation. Sans organiser sérieusement la colère avec un plan de bataille ambitieux autour de l'action de la classe travailleuse, d'autres drames arriveront. Si cette colère moisit dans l'inaction, des charognards d'extrême droite et autres essayeront d'en profiter.

Malgré ça, certains dirigeants syndicaux estiment que le gouvernement se montre raisonnable. Ils nous mobilisent avec le frein à main. Les décideurs politiques, les patrons et les médias exploitent impitoyablement cette situation. Mais la situation dramatique a déjà poussé le mouvement ouvrier à entrer en action contre les prix élevés de l'énergie, pour de meilleurs salaires et pour plus de moyens. Selon la Banque nationale de Belgique (BNB), le taux de marge (un indicateur de rentabilité) des entreprises non financières a atteint un nouveau record au deuxième trimestre : 45,2%. Les patrons disposent des moyens pour une nécessaire augmentation de tous les salaires.

Ces dernières semaines uniquement, il y a eu grève dans les chemins de fer, dans l'enseignement francophone, à la télévision publique flamande et dans la sécurité à l'aéroport de Charleroi. Un préavis de grève a été déposé dans la fonction publique fédérale à partir du 9 novembre pour une durée indéterminée. Le personnel des crèches néerlandophone manifeste. Celui des CPAS de Bruxelles se mobi-

lise aussi contre le manque de moyens. Les pompiers de Bruxelles ont tenu une Assemblée générale pour annoncer leurs propres actions dans l'élan de la grève générale du 9 novembre. Partout la charge et la pression de travail est intenable. Les gouvernements ont refusé les demandes du personnel de refinancer ces secteurs. Ils ont même à nouveau recommencé à réduire la norme de financement des soins de santé. Le saut d'index temporaire pour les cotisations sociales patronales aggravera encore les déficits. Au lendemain de la journée d'action du front commun syndical du 20 octobre devant les producteurs d'énergie, les chauffeurs des TEC de Charleroi ont spontanément décidé de poursuivre leur grève afin de continuer la lutte contre les prix élevés de l'énergie. Des grévistes se sont ensuite rendus à l'intercommunale de ramassage des déchets TIBI pour tenter d'entraîner les chauffeurs de camions dans leur mouvement.

## AGIR POUR NE PLUS SUBIR

Nous savons bien que la faiblesse appelle l'agression. Gouvernements et patronat interpréteront toute timidité syndicale comme un laisser-passer pour une avalanche de misères. Marge salariale nulle ces prochains AIP, attaque contre l'indexation à l'image du Plan global de Dehaene et son index-santé, nouvelles coupes dans la sécu, etc.

La peur et la colère ne sont pas fondamentalement différentes en

**PSL**

**WWW.SOCIALISME.BE**  
**WWW.FACEBOOK.COM/**  
**PSLLSP.PARTISOCIALISTEDELUTTE**

Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. S'il existe une différence de dynamique, c'est en partie dû au paysage politique et au débat public qui l'accompagne. Le plan d'action de 2014 (avec coup sur coup une manifestation nationale, une tournée de grèves régionales et une puissante grève générale nationale) avait démontré comment le mouvement ouvrier peut retourner l'opinion publique à son avantage. Ce n'est que l'absence de deuxième plan d'action à cette hauteur qui avait sauvé le gouvernement Michel. La situation n'est pas moins sérieuse aujourd'hui.

Évitons le piège de la division et regardons comment les secteurs à la pointe de la lutte peuvent soutenir les autres avec leur force de frappe. C'est tout l'intérêt de revendications générales telles qu'une augmentation immédiate de 2 euros de l'heure pour tout le monde (ou 330 euros par mois) et qu'un salaire minimum de 15 euros de l'heure. Cela permet de solidifier le mouvement autour d'un objectif clair et de ne pas laisser seuls les secteurs où l'implantation syndicale est pour l'instant moins forte ou moins militante.

Des patrons diront qu'ils sont incapables de se le permettre. Et la récession qui arrive nourrira le même type d'argument contre nos revendications. Qu'ils ouvrent leur comptabilité ! Les travailleuses et travailleurs doivent pouvoir vérifier si c'est bien vrai ou si les actionnaires et les dirigeants n'ont pas tout simplement pillé les réserves. Une nouvelle restructuration internationale menace l'emploi chez Pepsico à Zaventem mais l'entreprise vient de réaliser trois milliards de dollars de profits rien qu'au dernier trimestre ! Face aux menaces de licenciement collectif ou de fermeture : occupons, exproprions et nationalisons sous contrôle et gestion des travailleuses et travailleurs, pour sauver l'emploi et répondre aux besoins de la collectivité.

## CE N'EST QU'UN DÉBUT, ORGANISONS LA SUITE !

N'attendons pas pour évaluer cette première grève générale sur tous les lieux de travail, avec des réunions du personnel, des arrêts de travail et des assemblées interprofessionnelles démocratiques. Quelle autre manière de discuter des points forts et des points faibles de la grève, d'intégrer au cahier de revendication global des revendications spécifiques aux différents secteurs et de voter démocratiquement ensemble la manière de poursuivre le combat ?

Il nous faut un plan d'action crescendo, en escalade. Si nous voulons convaincre et tirer toute la société derrière le mouvement ouvrier, il faut une véritable démonstration de force. La manifestation du 6 novembre 2014 (150.000 personnes) était la plus grande manifestation syndicale depuis 1986. Personne ne doutait plus ensuite du véritable dirigeant de la nation. Une nouvelle manifestation de masse doit nous permettre de regrouper jeunes, pensionnés, chômeurs et même indépendants et petits commerces (des appels à la solidarité avec la grève du 9/11 ont été lancés par des commerçants

de Liège et de Bruxelles) autour de la classe ouvrière et d'aider à construire l'élan vers de nouvelles journées de grève nationales, précédées de grèves provinciales.

Nous pouvons nous inspirer des grèves des raffineries en France, qui étaient reproductibles en assemblées jour après jour par les grévistes eux-mêmes. La révolte contre la cherté de la vie ne se déroule pas qu'en Belgique, c'est un combat international. Tirons les leçons des luttes dans d'autres pays et dirigeons-nous vers une coordination internationale du combat contre le capitalisme en crise.

## BLOQUER LES PRIX = NATIONALISER

Total a déjà réalisé plus de 17 milliards de dollars de profits cette année mais prévoit que l'ensemble des taxes sur les surprofits à l'échelle européenne ne sera que d'un milliard. Se limiter à réclamer une contribution des géants de l'énergie où régulé le marché est insuffisant. Il faut exproprier et nationaliser la totalité du secteur de l'énergie pour réellement contrôler les prix. Cette revendication a été soulevée par certaines structures syndicales. En en faisant le fer de lance de notre riposte, nous pouvons offrir une perspective mobilisatrice à toutes celles et ceux qui attendent avec anxiété leur prochaine facture.

La revendication qui répond le mieux aux nécessités d'aujourd'hui à la FGTB est celle défendue par la MWB (Métallux Wallonie-Bruxelles): «L'énergie doit être reconnue comme un bien commun de première nécessité et doit donc être gérée par un monopole public qui défende les intérêts des travailleurs et des usagers. Nous revendiquons la nationalisation du secteur. » L'ensemble des syndicats et le PTB devraient adopter cette position et en faire un axe central de campagne, pas un point à la marge. Toute revendication plus limitée ne peut ni stopper l'appauvrissement collectif brutal ni faire face au défi climatique. Il faut d'ailleurs y combiner la nationalisation de l'ensemble du secteur financier pour sérieusement attaquer la spéculation et disposer des moyens dont nous avons besoin pour refinancer les soins de santé, la garde d'enfants, l'enseignement, les transports publics,...

Cela permettrait notamment de mobiliser les liquidités nécessaires aux investissements massifs à réaliser pour une énergie verte accessible aux ménages et aux petits commerçants et pour la rénovation et l'isolation du bâti. Le marché ne fonctionne pas. Il nous faut une planification rationnelle et écologique de l'économie. Pour éviter une mauvaise gestion bureaucratique de l'économie, celle-ci doit être placée sous gestion et contrôle des travailleuses et travailleurs eux-mêmes. Cela implique la création de comités d'entreprise composés de représentants démocratiquement élus du personnel, des syndicats et de la collectivité dans son ensemble (y compris la communauté locale et les consommateurs). C'est ce que nous entendons par l'instauration d'une société socialiste.

## ORGANISEZ-VOUS POUR REN- VERSER LE CAPITALISME, REJOIGNEZ LE PSL

Le PSL rassemble des travailleuses et travailleurs et des jeunes pour défendre une société socialiste. Vous souhaitez en savoir plus ? Abonnez-vous à notre mensuel Lutte Socialiste et rejoignez le PSL !

### Contactez-nous :

info@socialisme.be ou 0472436075 (Michael)

Qui compte encore sur les médias dominants pour relayer correctement nos inquiétudes et nos combats ?

Acheter le mensuel Lutte Socialiste pour 2 euros ou prenez un abonnement annuel de 20 euros (ou plus en soutien).

